

Département des Ressources Numériques

**ACQUISITION, MAINTENANCE ET HÉBERGEMENT D'UN OUTIL
DE VISUALISATION DE LA STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE
ET ÉNERGÉTIQUE POUR LE PATRIMOINE BÂTI DE LA VILLE ET
MÉTROPOLE DE NANTES ET MISSION D'ACCOMPAGNEMENT
POUR LA MISE EN ŒUVRE**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

**Procédure adaptée ouverte
(article R2123-1 du Code de la commande publique)**

Procédure complètement dématérialisée
<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans la lettre de consultation et l'invitation à concourir

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – MODE DE LA CONSULTATION	3
1.3 – DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - GROUPEMENT D'ENTREPRISES	3
1.5 – NOMENCLATURES	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2 - VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES (PSE) ET/OU PRESTATIONS TECHNIQUES ALTERNATIVES (PTA)	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES	5
4.1 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE	5
4.2 - CONTENU DE L'OFFRE ÉLECTRONIQUE	6
ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 6 - DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	9
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - Objet et forme de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet d'apporter un outil de visualisation et d'analyse de la stratégie environnementale et énergétique à long terme pour le patrimoine bâti de la ville de Nantes et de la métropole et de bénéficier d'un accompagnement pour la mise en œuvre d'actions de formations, d'expertise sur des outils techniques, d'ateliers spécifiques (ex : rédaction d'un référentiel éclairage, pour la montée en compétences des équipes internes...).

L'outil devra montrer l'incidence de la planification de travaux couplée à l'optimisation de la consommation énergétique, sur la trajectoire reliant les performances actuelles du patrimoine de l'acheteur à celles attendues pour 2030, 2040 et 2050.

En complément de la mise en œuvre de cet outil, l'acheteur souhaite un accompagnement à la mise en œuvre d'actions de stratégie environnementale et énergétique dans ses pratiques à long terme afin de disposer des conditions nécessaires au respect des objectifs de transition écologique.

Les prescriptions techniques et fonctionnelles sont décrites au C.C.T.P..

1.2 – Mode de la consultation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'acheteur.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, prévu sans montant minimum et avec montant maximum fixé à **220 000 € HT** pour toute la période contractuelle.

L'accord-cadre est lancée par le Groupement de Commandes Informatiques constitué par Nantes Métropole, la ville de Nantes et son CCAS. Au terme de la convention constitutive de ce groupement de commandes, Nantes Métropole assure la mission de coordonnateur chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants. Chacun des membres du groupement exécute ensuite avec le titulaire retenu le marché qu'il aura signé à hauteur de ses besoins propres tels que définis ci-après.

Membres du groupement	Montant minimum de l'accord cadre	Montant maximum de l'accord cadre
Nantes Métropole / Ville de Nantes (mutualisé)	Sans montant minimum	210 000 € HT
Ville de Nantes (budget spécifique)	Sans montant minimum	5 000 € HT
CCAS de Nantes	Sans montant minimum	5 000 € HT

1.3 – Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots, dans la mesure où la nature homogène des fournitures concernées et des prestations à réaliser justifie le recours à un marché global ; en effet, la mise en œuvre de la solution logicielle, son hébergement, sa maintenance et ses évolutions ne peuvent être confiés qu'à un seul et même titulaire du fait principalement des droits de propriété intellectuelle de ce dernier.

1.4 - Groupement d'entreprises

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 – Nomenclatures

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : **48000000-8** (Logiciels et systèmes d'information)

La nomenclature interne est **INS34** (Maintenance d'outils logiciels et prestations associées)

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

2.2 - Variantes et/ou prestations supplémentaires (PSE) et/ou prestations techniques alternatives (PTA)

Les variantes facultatives (à l'initiative du candidat) ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

Aucune prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire, au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique, n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- l'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « co-traitance » ;
- le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes « données personnelles » et « données de la collectivité » ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et des documents annexés, dont un questionnaire fonctionnel ;
- Les pièces financières constituées d'une décomposition de prix unitaire (DPU) et d'un Bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.).

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par Nantes Métropole des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans le document Modalités pratiques des échanges électroniques annexé au présent règlement de la consultation.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années (cadre F1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (en annexe au DC2* si utilisation de ce document et tout document complémentaire)
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera,

par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Les annexes au C.C.A.P. « Données de la collectivité » et « Données personnelles » , dûment complétées
La Décomposition du prix unitaire (Forfait) des prestations de mise en œuvre de la solution et, le cas échéant, de garantie (D.P.U.)
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) : <ul style="list-style-type: none">le candidat complètera obligatoirement les cadres des bordereaux des prix unitaires (BPU) ;le candidat prendra bien soin d'arrondir tous les prix au centime dans ses bordereaux et de contrôler les bons reports des prix du BPU (pièce contractuelle) vers le DQE, sans omettre les remises et rabais, dans les cas où ils sont applicables ;les bordereaux des prix sont établis sur la base de tableurs et il appartient au candidat de vérifier les formules éventuellement intégrées sur chaque ligne, les formules des sous-totaux, les formules des totaux ou toute autre forme de calcul ;si le candidat a des interrogations sur la méthodologie à utiliser pour renseigner correctement le DQE et les BPU, il adressera ses questions via le profil acheteur, dans les conditions définies à l'article 7 du présent document.
Un mémoire technique comprenant <u>impérativement</u> et <i>a minima</i> les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none">sur le plan fonctionnel<ul style="list-style-type: none">une présentation générale de l'outil au regard des besoins formulés dans le CCTP :<ul style="list-style-type: none">fonctionnement général de la solutionprésentation détaillée des fonctionnalités des différents modules (cette présentation couvrira l'ensemble des fonctionnalités recensées au titre du présent marché),feuille de route des évolutions à venirla proposition méthodologique de déploiement et de suivi de la solution proposée :<ul style="list-style-type: none">conduite de projet et l'accompagnement à la mise en place de l'outil ainsi qu'au suivi de la solution sur toute la durée du marchécalendrier prévisionnel détaillé de déploiementméthodologie proposée pour : le paramétrage de la solution, la reprise des données et la mise en serviceprésentation des formations envisagées (type et nombre de sessions, programme, profils des intervenants, logistique, support, méthodologie, transfert de compétences...) ;

2. sur le plan technique

- les réponses aux questions de la matrice fonctionnelle annexée au CCTP
- les documents suivants :
 - Plan d'Assurance Sécurité (PAS) : Le soumissionnaire fournira une version initiale de son PAS, même si une mise à jour devait être réalisée lors de la phase d'initialisation du marché. Les informations fournies dans le PAS sont dans le paragraphe 7.1 du CCTP. Le candidat peut utiliser le modèle de PAS fourni en annexe du CCTP ou produire son propre modèle. Dans la seconde hypothèse, le candidat fournira en accompagnement une matrice de correspondance, afin de faciliter l'analyse de son document.
- la description des conditions générales de l'hébergement, de l'assistance, du support technique et de la maintenance de la solution dans le cadre du marché, en conformité avec le CCTP
- Le titulaire précisera dans son offre le mode de réversibilité sortante qu'il mettra en place, en conformité avec le CCTP

3. Numérique responsable et impact environnemental

- Accessibilité numérique et inclusion (article 7.2.1 du CCTP)
- Réduction de l'empreinte environnementale (article 7.2.2 du CCTP)

4. tout élément permettant de juger la qualité de l'offre au regard du besoin exprimé.

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Il est demandé expressément au candidat de retourner les tableaux financiers (BPU et DQE) dans leur format source et non dans un format image de type PDF par exemple.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières, à condition, d'une part, qu'elles ne soient pas anormalement basses, et, d'autre part, que cette régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique	55
<ul style="list-style-type: none">Qualité des fonctionnalités appréciée au regard de la couverture fonctionnelle de l'outil de visualisation, son adaptabilité et son ergonomie	20
<ul style="list-style-type: none">Pertinence de la description et qualité de la mission complémentaire d'accompagnement	18
<ul style="list-style-type: none">Qualité et pertinence de la méthodologie appréciée au regard notamment de la conduite du changement, du planning et des délais	12
<ul style="list-style-type: none">Qualité technique de la solution appréciée au regard , de sa sécurité (adaptabilité, confidentialité, intégrité, disponibilité, traçabilité, performance, administration et hébergement, maintenance de la solution) et de son architecture (modularité, scalabilité, technologies, langages et composants éprouvés) :	5
Performance de la démarche Numérique responsable (accessibilité numérique et inclusion)	5
Performance environnementale (pertinence des moyens mis en œuvre pour réduire l'empreinte environnementale des activités numériques liées au marché)	5
Prix des prestations apprécié au regard du montant du DQE	35

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires plafonds prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants, singulièrement ceux du D.Q.E., pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociation et régularisation :

Dans un premier temps, et si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation avec les soumissionnaires classés aux 3 premières places à l'issue de cette première analyse des offres.

Cette négociation pourra donner lieu à une ou plusieurs auditions.

Conformément à l'article R2161-18 du Code de la commande publique, la négociation pourra être effectuée en plusieurs phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis au présent article 5.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier. Les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociation.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

A titre indicatif, la première phase d'audition/négociation pourrait avoir lieu à partir d'octobre 2025.

Article 6 - Documents à produire par l'attributaire

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements nécessaires complémentaires les candidats devront faire à travers le profil acheteur une demande écrite au plus tôt le 25/08 et au plus tard dans le délai de 6 jours avant la remise des offres sur le profil acheteur depuis l'adresse suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr